

Tribune

Éducation : les filles doivent avoir le même accès à leur droit que les garçons !

Alors que le Forum Génération Égalité - co-présidé par la France et le Mexique - s'est ouvert hier, neuf jeunes filles issues d'Afghanistan, du Burkina Faso, d'Haïti, du Mali, du Sénégal, du Tchad, du Togo et de la Tunisie unissent leur voix - à l'appel de la Coalition Education, dont Solidarité Laïque est membre - pour rappeler que l'éducation est un levier puissant de lutte contre les inégalités de genre et appeler les dirigeants à garantir l'accès de toutes les filles à une éducation inclusive de qualité.

Nous, Annie Tamar, Fatoumatou, Melissa, Madinatou, Ndeye, Oumayma, Oumou, Reine Esther, Roukiatou et Zahra, rappelons que l'éducation est un droit humain fondamental pour tous les enfants, reconnu il y a 60 ans, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme dont tous les pays membres de l'ONU sont signataires. Cependant, de nombreux enfants à travers le monde, en particulier les filles, sont toujours privé.e.s de leur droit à l'éducation.

L'éducation est un formidable atout pour affronter la vie. L'éducation permet, à la fille comme au garçon, de s'affirmer, de garantir son autonomie, de s'épanouir. Une fille non éduquée est démunie face aux difficultés de ce monde. Elle est sans moyen de défense et exposée à tous les abus. L'éducation est le droit le plus précieux que l'on doit offrir à tout enfant.

Comment peut-on envisager le développement d'un État si on en exclut la moitié de sa population ? Si l'accent est mis sur l'éducation des filles, elles constitueront, à côté des garçons, le fer de lance pour le développement du pays.

L'éducation des filles entravée par des facteurs sociaux, culturels et religieux

Plusieurs facteurs expliquent l'abandon ou l'échec des filles en milieu scolaire : manque d'infrastructures, éloignement de l'école, absence de transports scolaires, manque de moyens financiers pour subvenir aux besoins scolaires (inscriptions, uniforme, stylo, livres cahiers, accès à la technologie, accès à la bibliothèque, etc.), absence de cantine et de toilettes propres et adaptées, manque d'hygiène menstruelle, d'éducation à la sexualité ou encore le poids des traditions culturelles et religieuses allant jusqu'à la mutilation sexuelle de certaines filles malgré les lois.

Les sujets de sexualité sont considérés comme tabous dans beaucoup de sociétés. En matière d'éducation, les filles sont souvent confrontées à la discrimination. L'instruction des filles paraît superflue aux yeux de certains parents et moins importante que celle des garçons. Cette situation est persistante, surtout en milieu rural.

L'éloignement des bâtiments scolaires est une des raisons de la non-scolarisation des filles par leurs parents. Lorsque les bâtiments scolaires existent, ils manquent souvent de salles de classe, d'équipements, d'enseignants et surtout d'enseignants qualifiés. Si l'école élémentaire peut être proche du domicile, ce n'est pas le cas du collège et encore moins du lycée et de l'université. Toutes les statistiques montrent un décrochage nettement plus élevé chez les filles au fur et à mesure de l'avancée dans le cursus scolaire, particulièrement à l'adolescence.

L'analphabétisme et la situation matrimoniale (polygamie) de certains parents pèsent. Les violences de genre en milieu scolaire et en dehors de l'école représentent des obstacles à la poursuite de la scolarité des filles et à l'achèvement du cursus. Les mariages d'enfants et les grossesses précoces constituent également des freins à l'éducation des filles et des adolescentes en particulier. De plus, dans certaines régions, l'insécurité liée au terrorisme est un obstacle supplémentaire à leur scolarisation.

En raison du poids de la tradition qui pèse sur les filles, elles se découragent et abandonnent les études à la moindre difficulté. D'autres refusent d'elles-mêmes de fréquenter l'école, même si on les y inscrit. Ces cas sont le plus souvent observés en milieu rural, où l'on considère que la fille doit aider à la maison ou au marché plutôt que d'aller à l'école.

Sensibiliser et conscientiser les gouvernants et les parents

Si les gouvernements et les parents sont soucieux de l'instruction des filles et de leur réussite scolaire en vue de leur intégration professionnelle dans la société, ils doivent tenir compte de toutes ces réalités. Il faut sensibiliser et conscientiser les gouvernants, les parents, et les familles, particulièrement en milieu rural, à investir pour la réussite de leurs filles dans les études, à les inscrire à l'école, à les encourager et les soutenir jusqu'à l'obtention de leurs diplômes et leur intégration dans la vie professionnelle. Car une fille a les mêmes capacités qu'un garçon. Elle peut assumer les mêmes responsabilités, tâches et fonctions qu'un garçon. Une fille peut apporter autant de fierté à ses parents, et à sa communauté, qu'un garçon.

En tant que jeunes filles, nous demandons aux gouvernements de donner aux jeunes filles la chance d'aller à l'école, car éduquer une fille, c'est éduquer une nation. Les gouvernements doivent revoir le système éducatif pour qu'il permette une meilleure insertion professionnelle des jeunes filles. Il faut garantir une éducation inclusive et financer l'accès à l'éducation pour tous et toutes ! Nous sommes des victimes de la situation géopolitique de nos pays respectifs et nous dénonçons cette injustice. Chaque fille est une femme en puissance. Les filles peuvent changer le monde, mais il faut d'abord changer leur vie. Chaque enfant a le droit à une éducation, même en temps de crise

Zohra d'Afghanistan, Madinatou du Burkina Faso, Annie Thamar d'Haïti, Oumou et Fatoumata du Mali, Reine Esther du Tchad, Melissa du Togo, Oumayma de la Tunisie et Ndeye du Sénégal.